

2007 / 2008 VUES PAR...

MICHEL ROCARD
WANG JISI
OUSMANE SY

ультразвукового
рые имеют вых
превышающи
овленные гос
ндартами Рос
ии и соответ
м Федерально
енной эки
ССКА
about the
LA PE
席委員會所
s-2

РОССИЙСКИЕ

ЕННА

НОЙ

ПОНЯТО

В С НЕЙ

ВИДЕЛ

القضايا
الم نصرت

LE CAPITALISME FINANCIER

EXIGE DES RÉPONSES MONDIALES

La volatilité croissante des marchés financiers risque de provoquer une crise économique généralisée, constate Michel Rocard. Si nous voulons éviter le pire, nous devons mettre un terme à l'omnipuissance de l'actionnaire et des analystes financiers, et défendre l'économie réelle contre leurs exigences de rendement de plus en plus déraisonnables. Face à la puissance mondiale de l'actionnaire, des réponses nouvelles sont nécessaires.

2007/2008 VUES PAR... MICHEL ROCARD



Ancien Premier ministre français (1988-1991), depuis 1994 député au Parlement européen. Derniers ouvrages parus : *Si la gauche savait* (Robert Laffont, 2005) et *Peut-on réformer la France ?* (Autrement, 2006).

Nous sommes en mars 2008, les banques centrales guettent les signes d'une dépression mondiale, la crise des prêts hypothécaires américains continue d'agiter les marchés financiers, la presse se demande comment un seul trader a pu mettre en danger une des plus grandes banques françaises. L'état de notre système économique mondial me paraît profondément inquiétant, et les réponses parfaitement insuffisantes. Une crise à l'échelle de la planète se dessine à l'horizon, mais les organisations internationales censées réguler la mondialisation brillent par leur absence ; elles livrent des rapports sur l'état du monde mais ne prennent aucune initiative sérieuse pour le changer.

Et pourtant, l'heure est aux initiatives courageuses, capables de maîtriser la main invisible des marchés financiers. Le système économique mondial est dénoncé de toutes parts ; les critiques ne se limitent plus aux voix radicales, celles qui ont toujours critiqué le capitalisme, elles viennent du cœur même du champ économique. Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à des économistes comme Patrick Artus : le ton est déjà donné dans le titre de son livre *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*¹. Ou bien

¹ La Découverte, 2005.

ouvrons un ouvrage récent de l'américain Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, *Quand le capitalisme perd la tête*². Si les économistes parlent ainsi, que dire des millions de citoyens qui se sentent menacés par l'instabilité croissante dans laquelle nous vivons ?

Parfois, j'ai l'impression que nos dirigeants ne se rendent pas complètement compte de l'étendue des risques qui planent sur l'économie mondiale. Est-ce parce qu'ils appartiennent à une génération qui a vécu la crise de l'ordre économique bâti dans les décennies d'après-guerre, mais qui ne se souvient plus des crises financières antérieures, crises que cet ordre-là était parvenu à résoudre ? Tout le monde s'accorde à dire que notre système économique est très différent de ce qu'il était à l'époque des trente glorieuses. Mais avons-nous compris toutes les implications de sa transformation, en avons-nous saisi tous les risques ? Et comment en sommes-nous arrivés là ?

UNE ÉCONOMIE MONDIALE EN DÉSÉQUILIBRE

En cherchant les causes de l'instabilité actuelle de l'économie mondiale, on revient inéluctablement au rôle des États-Unis. Je pense évidemment à la triple dette américaine – celle des ménages, celle des entreprises et celle de l'État – qui vient de dépasser 39 000 milliards de dollars. Elle commence son envolée sous Reagan, dans les années 1980, et ne cesse d'augmenter depuis, avec quelques années de stabilité sous Clinton. Aujourd'hui, elle a atteint un niveau record de 230 % du produit national ; à titre comparatif, lors de la grande dépression de 1929, la dette américaine s'élevait à environ 130 %.

L'envolée de la dette américaine coïncide dans le temps – mais est-ce une simple coïncidence ? ou bien les États-Unis en avaient-ils besoin pour financer leur dette ? – avec la libéralisation des marchés et l'internationalisation des flux financiers. Ce mouvement mondial a provoqué un déséquilibre permanent au sein du système économique : depuis 1980, la sphère financière y occupe une place toujours plus centrale, au détriment du système de production, des entreprises et des salariés qui créent des biens et des services. Ce déséquilibre de pouvoir entre le pouvoir financier et l'économie réelle est terrible, et porte en lui le germe d'une crise économique généralisée. Les liquidités qui circulent d'un bout du monde à l'autre dans l'espace d'une seconde ont atteint des volumes inédits dans l'histoire du capitalisme. Mais elles ne visent pas, ou en tout cas pas suffisamment souvent, à soutenir des investissements à long terme, et ne permettent donc pas aux sociétés de se développer. Tous les banquiers vous le diront : les politiques économiques n'ont pas de prise sur la façon dont ces liquidités sont utilisées dans l'économie mondiale. Ces déci-

sions-là appartiennent aux investisseurs institutionnels, dont chacun promet un rendement plus élevé que ses concurrents. Poussés par cette compétition aussi mortifère que vaine, les investisseurs tendent à préférer des projets spéculatifs et des gains à court terme.

Un deuxième déséquilibre concerne la répartition du produit national brut (PIB) à l'intérieur de nos sociétés. Dans le monde industrialisé, la part des salaires (y compris les charges sociales) est passée en moyenne de 71 % du PIB en 1981 à 60 %

La dette américaine a atteint un niveau record de 230 % du produit national.

en 2005, tandis que les rémunérations tirées directement du marché (bénéfices, honoraires, dividendes) ont augmenté. En valeur absolue, dans le cas de la France, il s'agit de 130 milliards d'euros qui sont utilisés autrement qu'il y a 25 ans : si ces sommes étaient versées en salaires, les charges sociales auraient alimenté les caisses de la Sécurité sociale et renforcé ainsi notre État-providence. Les salaires au sens strict auraient augmenté le pouvoir d'achat des millions de travailleurs, et par là même stimulé la consommation et la croissance. Affectés à la consommation, ces 130 milliards auraient donné un point de plus de croissance chaque année. Et nous aurions eu un demi-million d'emplois de plus en France.

Le troisième déséquilibre concerne la sphère financière elle-même. Plus elle s'internationalise, plus elle exporte ses propres crises. Rappelons que dans les décennies d'après-guerre, entre 1945 et le début des années 1970, nous avons certes connu des faillites financières nationales, mais pas de crises financières à l'échelle mondiale. C'est là un des grands succès du capitalisme régulé créé après la Seconde Guerre mondiale. Quel contraste avec les crises régionales et mondiales qui jalonnent l'histoire économique plus récente : l'Amérique latine dans les années 1980, les pays asiatiques dans les années 1990, la crise du système monétaire européen en 1992, l'éclatement de la bulle de la « nouvelle » économie en 2000... À chaque fois, des centaines de milliards de dollars ont disparu lorsque les valeurs boursières se sont effondrées. C'est cette volatilité, cette fragilité qui fait penser à la grande crise de 1929.

LEÇONS D'HISTOIRE

Les deux situations ne sont certes pas identiques : le nombre de transactions quotidiennes a tellement augmenté que les crises financières s'en trouvent pour ainsi dire « diluées », les chocs sont amortis par le grand nombre d'acteurs qui opèrent simultanément sur le marché. Toujours est-il qu'elles se ressemblent étrangement. Dans les deux cas, il s'agit d'une mondialisation dérégulée, où les acteurs financiers sont les seuls

à dicter les règles, où les États paraissent impuissants et les organisations internationales absentes. Les banques centrales semblent aujourd'hui désorientées, prises comme elles sont entre deux objectifs contradictoires : d'un côté, elles s'inquiètent à juste titre du ralentissement économique – nous avons vu la Fed américaine et la Banque d'Angleterre baisser leur taux d'intérêt en décembre et janvier derniers ; de l'autre, elles doivent compter avec le retour de l'inflation, ce qui les oblige à relever leur taux d'intérêt ou au moins à renoncer à le baisser.

Si le secours ne vient pas des banques centrales, d'où viendra-t-il ? Faut-il attendre une autre politique américaine pour agir ? Pouvons-nous espérer un retournement de la tendance ? La dette américaine sera-t-elle remboursée un jour ? À mon avis, non. Les États-Unis pourront-ils la supporter, comme ils l'ont fait jusqu'ici ? On a pu le penser par le passé, lors-

que des taux d'intérêt bas permettaient d'honorer les anciennes dettes par des nouveaux emprunts. Avec le prix du pétrole qui a franchi la barre des 100 dollars le baril et l'envolée des prix des produits alimentaires, cette possibilité disparaît sous nos yeux. Alors, que faire ?

Tout d'abord, il faut se rappeler comment le capitalisme d'après-guerre avait su créer et maintenir une croissance stable, et essayer d'en tirer la leçon. Entre 1945 et 1975, l'économie occidentale progressait au rythme de 5 % par an, sans crises financières et avec un chômage quasiment nul (2 % de la population active, c'est à peu près le chômage frictionnel dû à la mobilité professionnelle). Cette croissance-là reposait sur une série de mécanismes bien connus ; je me limiterai ici à en retenir trois qui me paraissent essentiels.

Le premier mécanisme, c'est l'invention des assurances sociales, la colonne vertébrale de l'État-providence : assurance chômage, assurance santé, assurance vieillesse. Obligatoires et couvrant en principe tous les citoyens, ces assurances sociales sécurisent les individus, mutualisent les risques et stabilisent les cycles économiques en empêchant la demande de tomber trop bas en période de récession. Ces trois fonctions se sont révélées cruciales pour la réussite du modèle d'après-guerre. Il faut s'en souvenir, car les assurances sociales vivent aujourd'hui sous constante pression, et la tentation est grande de laisser les individus seuls face aux risques sociaux.

Deuxième mécanisme : la politique keynésienne et son idée de politique publique contra-cyclique. L'idée de Keynes était aussi simple que géniale : utiliser la politique monétaire et budgétaire pour accélérer ou décélérer les changements de conjoncture venant de l'extérieur, du mar-

Le déséquilibre entre le système financier et l'économie réelle porte le germe d'une crise généralisée.

ché mondial. Elle s'est avérée extrêmement efficace pendant plus de trente ans. Il est vrai qu'elle a perdu une partie de sa légitimité à cause de l'usage abusif que certains hommes politiques en ont fait : lorsque la conjoncture repart à la hausse, la tentation est grande de distribuer les revenus supplémentaires au lieu de rembourser la dette. C'était le cas de la France à la fin des années 1990, par exemple. Mais la critique de ces défaillances est allée beaucoup trop loin, de sorte qu'on veut décrédibiliser l'idée même d'une politique budgétaire contra-cyclique. Heureusement les praticiens s'avèrent sur ce point plus sages que les économistes libéraux : les études empiriques montrent que la plupart des gouvernements européens, quelles que soient leur couleur politique, continuent de pratiquer la politique contre-cyclique en temps de récession. Toujours est-il que cette politique vit sous constante pression.

**Plus la finance
s'internationalise, plus elle
exporte ses propres crises.**

Le troisième mécanisme repose sur l'idée que le salarié est en même temps un consommateur, et que son salaire soutient la croissance. Je cite souvent la phrase célèbre de Henry Ford : « Je paie mes ouvriers pour qu'ils m'achètent mes voitures. » C'est cette politique de hauts salaires et de fidélisation des salariés qualifiés qui a permis à l'économie américaine de rebondir après la crise de 1929. Et l'idée de stimuler la croissance par la demande s'est imposée partout dans le monde occidental dans l'après-guerre. Mais nous savons tous qu'elle est aujourd'hui mise en cause.

LE RETOUR DE L'ACTIONNAIRE

En un mot, le monde d'après-guerre avait reconnu le besoin de sécuriser les travailleurs, de stabiliser les cycles économiques à travers le temps et de créer un juste partage des bénéfices entre le capital et le travail. Mais si ces mécanismes fonctionnaient si bien pendant plusieurs décennies, pourquoi n'ont-ils pas permis de résister aux changements plus récents ? En réalité, il y avait un oublié dans le modèle économique d'après-guerre : l'actionnaire. C'est lui qui revient sur le devant de la scène à partir des années 1980. Avec l'apparition des fonds de pension, puis des fonds d'investissement et des fonds d'arbitrage, l'actionnaire s'est organisé et a commencé à exiger un retour sur investissement toujours plus élevé. Et avec la suppression des obstacles à la circulation des capitaux, les rapports de force ont changé en sa faveur.

Derrière l'actionnaire, nous découvrons l'intermédiaire, l'analyste financier qui dit agir en son nom, mais qui peut facilement – Jérôme

Kerviel est là pour le prouver – précipiter tout le monde dans la chute, y compris l'actionnaire. Les fonds d'investissement – qui sont moins importants mais plus agressifs que les fonds de retraites – et les fonds spéculatifs – les fameux *hedge funds* – accentuent encore cette tendance. Pour garantir une rémunération élevée, ces acteurs n'hésitent pas à démanteler leur proie et à vendre par appartements. Ces fonds sont présents désormais dans toutes les entreprises du monde occidental de plus de 2 000 salariés. Les premiers à être visés par ces pressions ont été les P-DG, qui se voient vite pénalisés s'ils ne distribuent pas assez de dividendes.

Derrière la volatilité croissante des marchés, on découvre ainsi celle de l'actionnaire et de son « conseiller du prince » de notre époque, l'analyste financier. Dans une entreprise américaine cotée en Bourse, la moitié des actions en moyenne change de propriétaire en l'espace d'un an. C'est ce fait fondamental qui pousse à la recherche d'une plus-value instantanée, à la spéculation effrénée et à une créativité sans borne dans l'invention de nouveaux instruments financiers qui rendent les marchés financiers toujours plus opaques. En Europe, le modèle économique a longtemps reposé sur des relations stables entre l'entreprise et les investisseurs. Mais chez nous aussi, le « capitalisme rhénan » commence à céder la place au court terme.

Ce nouveau rapport de force s'est traduit par l'externalisation de toutes les fonctions – entretien, maintenance, services sociaux internes –, dont les salaires étaient indexés sur ceux des personnels qualifiés. Tous ces gens-là ont été chassés et recasés dans des PME désyndicalisées, soumises à des contraintes salariales énormes parce que les fabricants, les donneurs d'ordre peuvent changer de sous-traitants sans préavis. Cette pression croissante permet de comprendre pourquoi les salaires ont cessé de progresser et ont même décliné en valeur absolue.

La précarisation du marché du travail (qui représente environ 15 % des salariés français aujourd'hui) découle directement de ce mouvement. Et nous savons tous ce qu'elle apporte : des temps partiels subis, un gel ou un recul des salaires, l'apparition de travailleurs pauvres et de vrais pauvres sans travail. Avec le retour d'une pauvreté de masse – le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté est évalué à 10 millions en Grande-Bretagne et entre 5 et 6 millions en France – la part des salaires dans le PIB a évidemment reculé par rapport aux profits qui sont réinvestis de manière spéculative.

La part des salaires dans le PIB a nettement reculé par rapport aux profits qui sont réinvestis de manière spéculative.

COMMENT CHANGER LA DONNE

Les rapports de force au sein de la sphère économique ont radicalement changé au cours de ces derniers trente ans. Il ne s'agit donc pas de dire qu'il suffit d'appliquer telles quelles les recettes qui avaient prouvé leur efficacité à l'époque des trente glorieuses. Face à la puissance mondiale de l'actionnaire, des réponses nouvelles, mondiales elles aussi, sont nécessaires. Il faut réformer les institutions créées il y a plus d'un demi-siècle à Bretton-Woods. À l'état actuel, le Fonds monétaire international n'est pas opérationnel car il n'a pas les moyens de contrer ces nouvelles crises. Mais c'est l'endroit central pour émettre un diagnostic et faire des propositions.

Il faut aussi réguler les OPA au niveau européen, pour prévenir la précarisation des salariés des groupes rachetés de cette façon. De même, les accords sur le droit social passés dans le cadre de l'Organisation internationale du travail (OIT) doivent être respectés par les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui font du libre-échange une religion. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation paradoxale où les États peuvent ignorer leurs propres accords à l'OIT lorsqu'ils négocient à l'OMC.

De son côté, la société civile doit maintenir la pression et dénoncer les pratiques immorales voire illégales du capitalisme dans sa forme mondialisée et financiarisée. Prenons l'exemple des paradis fiscaux, tant critiqués par l'opinion publique chaque fois qu'éclate un scandale du type de celui qui vient de secouer l'Allemagne. Or les paradis fiscaux ne sont pas un phénomène marginal, ils sont au cœur de la mondialisation financière. Le jour où nous arriverons à les limiter voire à les supprimer, nous aurons changé radicalement les rapports de force. Plus largement, le goût de la spéculation pousse la classe des possédants à des pratiques qui vont de l'immoral jusqu'à la fraude, et qui doivent être dénoncées sans relâche : revenus des grands patrons, délits sur les stock-options, délits d'initié...

Il faut aussi renforcer le rôle des syndicats, à l'échelle nationale et internationale. Ce n'est pas un hasard si les pays où le syndicalisme résiste le mieux, comme les pays scandinaves, ont su mieux protéger les travailleurs de la précarisation, alors que les effets de la mondialisation financière y sont aussi présents qu'ailleurs. Là où les syndicats sont forts et couvrent une grande partie du marché du travail – et non seulement le secteur public et les grandes entreprises, comme c'est le cas en France – ils contribuent à maintenir une solidarité sociale. Mais face au capita-

**Derrière la volatilité
des marchés, on découvre
l'actionnaire et son
« conseiller du prince »,
l'analyste financier.**

lisme financier mondial, les syndicats ont surtout besoin de stratégies transnationales, pour reconstruire la solidarité des travailleurs le long des nouvelles chaînes de production. À long terme, c'est la seule réponse efficace à la mobilité du capital. À cet égard, il faut encourager et multiplier l'usage des accords-cadres internationaux³, c'est-à-dire des conventions négociées entre des fédérations syndicales internationales et les entreprises multinationales, où ces dernières s'engagent à respecter l'ensemble des normes de base de l'OIT dans toutes ses filiales. Ce n'est qu'un premier pas, mais il va dans le bon sens.

Je crois, enfin, au potentiel de l'économie sociale et à sa vision de ce qu'est une entreprise. Au lieu d'appartenir à des apporteurs extérieurs de capitaux, elle doit être faite de la communauté des hommes et des femmes qui gagnent leur vie en partageant un même projet économique.

Voilà en quelques mots la « feuille de route » pour parvenir à stabiliser le capitalisme, et peut-être aussi pour éviter le pire. Je ne vois pour ma part qu'une seule force capable de le mener à bien à l'échelle mondiale : une sociale-démocratie internationale soutenant les éléments productifs contre les éléments spéculatifs de notre économie.

3 | Ndlr : Voir l'article
d'Antoine de Ravignan
p. 125.

LA GOUVERNANCE MONDIALE AU DÉFI DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le réchauffement climatique nous oblige à repenser la notion de sécurité dans les relations internationales, et à mettre les objectifs environnementaux au cœur de la gouvernance mondiale. L'Occident n'y parviendra pas tout seul, car si les pays riches dominent encore les grandes institutions internationales, leur pouvoir décline rapidement au profit des pays émergents.

2007/2008 VUES PAR... **WANG JISI**



Wang Jisi est recteur de l'École d'études internationales à l'université de Pékin. Ses travaux portent essentiellement sur la théorie des relations internationales et la politique étrangère de la Chine.

Depuis le lancement des négociations internationales sur le changement climatique en 1990, le problème du réchauffement de la planète s'est progressivement imposé dans la gouvernance mondiale. Si de nombreuses controverses persistent à propos des causes du réchauffement et des évolutions à venir, de nombreux rapports scientifiques qui font autorité considèrent la responsabilité humaine comme un fait irréfutable. Le GIEC¹ a ainsi publié, en novembre 2007, son quatrième rapport depuis 1990, dans lequel il met en cause la responsabilité humaine dans l'augmentation sans précédent de la densité de méthane et de dioxyde de carbone dans l'air. Les données recueillies par les chercheurs indiquent aussi, avec une fiabilité à plus de 90 %, que l'augmentation de la température moyenne des cinquante dernières années a très probablement pour origine l'augmentation de l'émission de gaz à effet de serre.

Le rapport explique également que dans les cent ans à venir, la température à la surface de la Terre va augmenter de 1,6°C à 6,4°C. Dans les régions de haute latitude de l'hémisphère Nord dont la Chine fait partie. En conséquence, des événements inattendus risquent de survenir, ainsi

¹ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, fondé en 1998 sous l'égide de l'ONU.

que des phénomènes irréversibles comme la fonte des glaces qui entraînera l'augmentation du niveau de la mer, inondant ou affectant en profondeur les régions côtières. Le GIEC rappelle enfin que ces changements vont avoir des effets néfastes sur la santé (par exemple, les habitants des régions asiatiques risquent de souffrir davantage de dysenterie à cause des inondations et des sécheresses), ce qui va faire augmenter les taux de maladie et de mortalité.

MOBILISATION INTERNATIONALE

L'opinion internationale prend progressivement conscience de ces faits. Par exemple, en 2005, au Forum économique mondial de Davos, où les dirigeants présents avaient été priés d'indiquer les six problèmes mondiaux qui leur paraissaient les plus urgents, le climat était arrivé en troisième position, derrière la pauvreté et les inégalités créées par la mondialisation. Au Forum de 2007, le changement climatique est arrivé en premier. Et la même année a vu quelques décisions politiques importantes en matière de protection de l'environnement :

> Sous l'impulsion de pays occidentaux, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est penché, pour la première fois, sur la question du réchauffement climatique.

> Au sommet du G8 en juin, l'Allemagne a classé les changements climatiques parmi les sujets de la plus haute importance et a proposé que les pays développés mettent en place un programme de réduction d'émission des gaz à effet de serre, et qu'ils se donnent pour objectif de baisser le taux d'émission de 50 % en 2050 (par rapport au niveau de 1990) et de limiter l'augmentation de la température planétaire à 2°C pour les quarante années à venir.

> La décision politique clé de l'année fut prise par l'Union européenne, qui s'est engagée à réduire de 20 % l'émission de gaz à effet de serre d'ici à 2020 (par rapport à son niveau de 1990).

> En septembre, s'est tenue la 15^e réunion de la CEAP² en Australie, lors de laquelle fut adoptée la « Déclaration de Sidney » ; parmi ses points essentiels figurent : la nécessité d'établir un objectif à long terme de réduction d'émission de gaz à effet de serre ; l'obligation de chaque pays membre d'assumer sa responsabilité selon son niveau de développement économique ; la nécessité de diffuser et d'implémenter de nouvelles techniques et sources d'énergie à émission basse ou nulle.

2 | La Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique, en anglais Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC).

> En décembre, la conférence sur le changement climatique des Nations unies s'est déroulée sur l'île de Bali en Indonésie. Il en est sorti une « feuille de route » prévoyant une série de mesures pour gérer les conséquences du changement climatique, développer des méthodes de réduction des gaz à effet de serre et utiliser à grande échelle des techniques respectueuses de l'environnement. Les États-Unis, qui avaient refusé de signer le protocole de Kyoto, n'ont accepté les décisions prises que le dernier jour de la conférence.

LES CONTRADICTIONS DES PAYS RICHES

À mesure que le changement climatique devient l'enjeu central de la gouvernance mondiale, la « partie d'échecs » qui se joue entre les grandes puissances mondiales s'intensifie rapidement. Qu'il s'agisse des États ou des entreprises, la réduction des émissions de gaz à effet de serre aura un coût considérable. Du point de vue des entreprises, elle suppose d'investir dans l'amélioration des techniques et des équipements. Du point de vue des États, elle risque de ralentir le développement économique. Si tous les pays admettent l'ampleur du défi, chacun veut augmenter sa part des ressources naturelles et énergétiques disponibles, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre.

Le rapport du GIEC confirme que le réchauffement est l'œuvre de l'action humaine.

Dans ce jeu, la position de l'administration Bush consiste à dire que les États-Unis veulent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, mais que cet objectif ne doit pas mettre en cause la croissance économique ni le niveau de vie de la population. En réponse aux critiques, l'administration américaine insiste sur le progrès scientifique, estimant que le développement de nouvelles techniques permettra à la fois d'atteindre les objectifs et de subvenir aux besoins énergétiques de la planète. Au motif que cela aurait des répercussions sur leur développement économique et sur les chances des pays en développement, les États-Unis ont ainsi refusé de ratifier le protocole de Kyoto. Cette politique a toujours été critiquée par la communauté internationale ; désormais, il semble que la pression monte aussi à l'intérieur même du pays.

En comparaison, l'Union européenne est en tête du mouvement, qu'il s'agisse de déclarations politiques ou d'actions concrètes. Les pays européens ont dépensé des sommes considérables pour réduire leur propre émission ; le coût du programme visant à atteindre l'objectif de 2020 est estimé à (au moins) 60 milliards d'euros. L'Europe va drastiquement réduire ses importations de pétrole et de gaz naturel et insti-

tuer des normes strictes de réduction d'émission dans de nombreuses activités. En même temps, les pays européens exigent des prix exorbitants pour des transferts de technologie dans ce domaine ; les objectifs qu'ils se donnent seront donc difficiles à atteindre pour les pays en voie de développement.

Le Japon a toujours attaché de l'importance à la productivité des ressources énergétiques et à la protection de l'environnement. Le plan japonais prévoit des économies de 30 % en matière de consommation d'énergie d'ici 2020, ainsi qu'une large diffusion des technologies de protection de l'environnement.

POSITIONS CHINOISES DANS LE DÉBAT

Selon les calculs de certaines organisations occidentales, l'émission de dioxyde de carbone de la Chine aurait dépassé en 2007 celle des États-Unis, faisant du pays le premier émetteur mondial. Dans ce contexte, l'opinion internationale se fait entendre pour exiger que la Chine participe aux plans de réduction d'émission. En Chine, le gouvernement et la société attachent de plus en plus d'importance à la protection de l'environnement, à l'augmentation de la productivité des ressources énergétiques et à la réduction de la consommation d'énergie. Le XVII^e Congrès du Parti communiste, qui s'est tenu en octobre 2007, a fait un pas de plus dans ce sens en soulignant l'importance du développement durable et en appelant à la construction d'une société soucieuse de l'environnement. En même temps, le gouvernement chinois insiste sur le fait que le principal facteur du réchauffement climatique actuel a été l'émission imprudente de gaz par les pays développés lors de leur industrialisation. De plus, les pays développés possèdent la meilleure technologie qui leur permet

de réduire substantiellement l'émission de gaz à effet de serre. Ils ont donc le devoir de fournir ces techniques et de soutenir financièrement les pays en développement. À l'état actuel, les règles de réduction sont adaptées aux réalités des quelques pays développés, et ne correspondent pas à la si-

tuation de la Chine, ni à celle d'autres pays en voie de développement. Les médias et les chercheurs chinois sont encore plus sévères dans leur critique : certains estiment que les pays occidentaux instrumentalisent l'enjeu climatique pour limiter l'essor économique de la Chine. Cependant, des opinions divergentes se font aussi entendre, estimant que les Chinois doivent aller au-delà de l'idée de bien-être fondée sur la simple accumulation de richesses.

La perte d'influence de l'Occident nous propulse dans un monde plus incertain.

LE DÉCLIN DE L'HÉGÉMONIE OCCIDENTALE ?

L'enjeu environnemental pose ainsi la question des rapports de force dans l'arène internationale. En 2007, les experts et les médias chinois ont beaucoup débattu de la question du déclin des États-Unis et même de l'Occident dans son ensemble. Les pays développés – États-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande, la grande majorité des pays de l'Union européenne ainsi que quelques pays européens n'ayant pas rejoint l'UE – dirigent encore le monde : ce sont eux qui formulent les règles internationales et imposent leur respect, maîtrisent la majorité des richesses mondiales, possèdent un système de valeurs fondé sur la liberté, la démocratie, l'État de droit, l'économie de marché et occupent une position dominante dans les domaines de la culture, de l'éducation, de l'information et de l'opinion. Il en va de même de l'enjeu environnemental : ici aussi, les pays développés ont l'initiative et dominent les autres. Sans la supériorité occidentale sur la scène internationale, la lutte contre le changement climatique aurait beaucoup plus de mal à s'imposer comme l'enjeu clé de la gouvernance mondiale.

Le modèle de développement proposé par les pays occidentaux a connu un échec cuisant.

Cependant, ces dernières années les signes d'un déclin de l'Occident sont apparus au grand jour. Tout d'abord, sa cohésion interne paraît affaiblie. La guerre en Irak a porté atteinte à cette unité et provoqué des querelles au sein même de l'Union européenne. Si elle poursuit son élargissement, l'Union est loin d'afficher un front commun et peine à dessiner une politique étrangère cohérente. Dans ce contexte, la tendance qui mérite l'attention en 2007 concerne l'amélioration des relations entre les États-Unis et l'Europe. Le nouveau président français et le nouveau Premier ministre anglais, Gordon Brown, ainsi que la chancelière allemande Angela Merkel, ont formé ce qu'on appelle « le Triangle de fer », réaffirmant l'importance d'avoir des bonnes relations avec les États-Unis et de défendre les valeurs communes à l'Occident. Comment interpréter cette initiative ? Il s'agit peut-être d'une réponse au défi que les pays émergents ont lancé à l'hégémonie occidentale : les forces occidentales cherchent à retrouver leur unité précisément parce qu'elles se sentent fragilisées.

Deuxièmement, la part des pays développés dans l'économie mondiale est en baisse. En 2007, le PIB chinois a augmenté de 11,4 %, celui de l'Inde de 8,5 %, et celui de la Russie de 7,8 %. Le taux de croissance des pays de l'Afrique du Nord, de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de l'Asie centrale a augmenté respectivement d'environ 6,1 %, 5,1 % et de 6,5 % en

2007. Quel contraste par rapport à la baisse de la conjoncture américaine de l'été 2007, qui a plongé les États-Unis dans la crise des *subprimes* (en novembre dernier, les pertes liées à cette crise étaient estimées à plus de 30 milliards de dollars) et a provoqué une agitation financière mondiale. La baisse des crédits qui a suivi a déclenché une crise financière dans de nombreux pays. En même temps, le dollar continue de baisser, signe que la domination financière des États-Unis s'effrite.

Alors que le spectre de la récession plane sur l'économie américaine, les pays émergents font face à des investissements excessifs, à l'inflation et à une hausse des prix jugée trop rapide. Ils deviennent ainsi le nouveau moteur de l'économie mondiale et arrivent, jusqu'à un certain point, à compenser le ralentissement américain. L'écart entre les taux de croissance des pays en développement et des pays développés ne cesse de s'accroître : en 2007, le premier était presque quatre fois supérieur au second. Dans le secteur financier, les réserves de change chinoises sont déjà les plus importantes du monde et continuent de s'accumuler ; les pays en développement représentaient ainsi, en 2007, les trois quarts des réserves de change mondiales. L'émergence des « fonds souverains » n'est que la manifestation la plus visible de cette nouvelle puissance financière des pays émergents³.

Troisièmement, le modèle de développement proposé par les pays occidentaux au reste du monde a connu un échec cuisant. En 1990, quelques économistes américains avaient formulé ce qu'on appelle depuis le Consensus de Washington : une série de recettes de développement fondée sur la pensée économique néolibérale. Or, l'efficacité de ces recettes a été mise en doute par la performance économique de nombreux pays, en Amérique latine et ailleurs⁴, qui ont essayé de les appliquer. Surtout après la douloureuse leçon de la « thérapie de choc » russe et la crise financière asiatique de 1997, les pays en développement essayèrent de trouver des formes de développement adaptées à leur situation. Depuis que le chercheur américain Joshua Ramo a lancé l'expression « Consensus de Pékin » en 2004, de nombreux chercheurs prêtent plus d'attention au modèle économique chinois et à son application dans d'autres pays en développement, mais aussi plus largement à l'élargissement de l'influence chinoise sur la gouvernance internationale.

Quatrièmement, le défi lancé par les pays émergents est autant politique qu'économique. Les États-Unis, l'Union européenne et le Japon cherchent tous à établir des partenariats stratégiques avec des pays comme la Chine et l'Inde. Parallèlement, la collaboration commerciale et économique entre les pays en développement se renforce rapidement. Par exemple, le port international des Émirats arabes interdit d'investir sur le marché américain pour des raisons de « sécurité », développe ses investis-

3 | Ndlr : Voir le dossier « Faut-il craindre le retour du protectionnisme ? » pp. 189-206.

4 | Ndlr : Voir l'entretien avec David Held pp. 151-160.

sements en Chine, en Inde, au Pérou et au Vietnam. De même, la Chine et l'Inde ont commencé à investir massivement dans les secteurs bancaires et industriels en Afrique. Et on voit les premiers signes d'une reconnaissance internationale de ce nouvel état des choses : en 2007, le dialogue du groupe G8 avec cinq pays en développement (Brésil, Mexique, Afrique du Sud, Inde et Chine) nommé « la conférence des 8 + 5 » a jeté les bases d'un nouveau mécanisme de coordination, et on évoque même la possibilité d'instaurer une « conférence des cinq » indépendante du G8.

UNE GOUVERNANCE MONDIALE PLUS INCERTAINE

Dans quelle mesure peut-on dire que ces tendances augurent un déclin du monde occidental ? Et que devons-nous en penser ? L'affaiblissement de l'hégémonie occidentale est-elle une bonne nouvelle pour le reste du monde ? C'est une question qui mérite une réflexion approfondie.

Nous devons garder à l'esprit qu'en dépit de leur développement rapide, les nouvelles économies ont encore un long chemin à parcourir. Par exemple, leur dépendance envers les marchés et les capitaux des pays développés reste très élevée, et une partie des profits qu'ils réalisent revient aux pays développés sous forme de retours sur investissement. De nombreux pays en développement en sont encore au stade de la première industrialisation : ils s'appuient sur l'exploitation des ressources énergétiques et des matières premières, mais manquent d'une industrie autonome et créative, et se livrent une concurrence féroce entre eux. Sur le plan politique, les pays en développement ne peuvent pas rivaliser avec le système de valeurs des pays occidentaux. De nombreux pays n'ont pas encore atteint une stabilité politique et une cohésion sociale comparables à celles des pays occidentaux. De ce point de vue, la supériorité des pays développés est là encore pour longtemps. Parallèlement, en dépit des conflits d'intérêts qui opposent les pays développés, les tensions restent maîtrisables, l'alliance transatlantique et l'alliance entre les États-Unis et le Japon restent solides. Les pays en développement ont, quant à eux, peu de chances de former des alliances aussi stables ; on peut même craindre que les tensions politiques, religieuses et territoriales qui existent entre certains d'entre eux ne les entraînent dans des conflits armés. À mesure que s'accélère la mondialisation, de nouveaux problèmes de sécurité se posent à l'échelle internationale : gestion des conflits religieux et raciaux, lutte contre le terrorisme, santé publique, gestion des ressources énergétiques, etc. Tous ces enjeux deviennent de plus en plus cen-

Les pays émergents ont affaibli le monopole de l'Occident sur les affaires du monde.



traux dans la gouvernance mondiale. Ainsi les aspects traditionnels et nouveaux de la sécurité – sécurité militaire d’un côté, climat et gestion des ressources naturelles de l’autre – se chevauchent et deviennent inséparables. Or, il n’existe actuellement aucun ordre international capable de se substituer à la domination occidentale. De ce point de vue, la perte

d’influence de l’Occident sur les affaires du monde ne va pas forcément entraîner la justice, la prospérité et la stabilité mondiales. Elle nous propulse plutôt dans un monde plus incertain, où la collaboration internationale s’intensifie en même temps que la concurrence.

Les nouvelles économies deviennent le nouveau moteur de l’économie mondiale.

En résumé, les rouages de la gouvernance mondiale sont encore actionnés par l’Occident, mais, pour les réparer, le soutien et la participation active des pays en développement sont désormais indispensables. Ces pays ont affaibli le monopole occidental sur les affaires du monde. Désormais, ils doivent assumer leur part de responsabilité pour répondre aux défis communs auxquels l’humanité fait face, et bâtir, avec les autres, les mécanismes d’une nouvelle gouvernance mondiale.

TRADUIT DU CHINOIS PAR PAUL CHARON ET AUDREY DÉAT

L'AFRIQUE DOIT APPRENDRE À MIEUX GÉRER SES CONFLITS

Si les processus de démocratisation se poursuivent, observe l'ancien ministre malien Ousmane SY, ils n'arrivent pas à réguler les conflits sociaux et ethniques. D'où la fragilité permanente de la démocratie en Afrique, illustrée par les récentes crises au Tchad, en Côte-d'Ivoire ou au Kenya. Si la décentralisation contribue à le stabiliser, l'État-nation post-colonial peine de plus en plus à préserver son unité.

2007/2008 VUES PAR... OUSMANE SY



Docteur en développement économique et social, Ousmane SY a été chargé, dans les années 1987-1993, du programme du PNUD au Mali. De 1993 à 2000, il a piloté la « Mission de décentralisation et des réformes institutionnelles » chargée de conduire ce processus de décentralisation voulu par le nouveau pouvoir démocratique. En 2000, il est entré au gouvernement malien comme ministre de l'Administration territoriale et des Collectivités locales. Il dirige par ailleurs le Centre d'expertises politiques et institutionnelles en Afrique (CEPIA).

Comparé à la décennie précédente, le nombre de conflits armés a considérablement baissé dans les années 2000. En même temps, certains conflits tendent à s'enliser. Les années 2007-2008 confirment-elles cette double tendance ?

Ousmane SY : Ce n'est pas tant le nombre de conflits qui est préoccupant que le fait qu'ils n'en finissent pas, paralysant tous les efforts pour relancer le développement dans les pays concernés. La régulation des conflits ne fonctionne pas en Afrique. Notons aussi que la quasi-totalité de ces conflits se situent à l'intérieur même des pays et non aux frontières des États ; l'Afrique post-coloniale a surtout eu à gérer des rebellions internes, et cette histoire continue jusqu'à nos jours. Les processus de démocratisation ne parviennent pas encore à fournir une réponse efficace et pertinente à la question centrale de l'accès au pouvoir et de sa gestion.

Les modèles de démocratisation proposés aux populations africaines sont construits sur le principe du « jeu à somme zéro », où les intérêts de

la majorité s'opposent nécessairement à ceux de la minorité. Dans la plupart des sociétés africaines, celui qui perd le conflit « disparaît » pour toujours. C'est la raison pour laquelle, afin d'éviter des situations de confrontation, les cultures africaines mettent l'accent sur la recherche du consensus dans la prise de décision. Ce qui leur permet parfois d'éviter des confrontations qui finissent souvent par des conflits tragiques. Pour revenir aux années 2007-2008, les crises au Tchad et en Côte-d'Ivoire, qui durent depuis quelques années, ainsi que celle, plus récente, au Kenya prouvent bien que les modèles de démocratisation en vigueur dans ces pays et dans bien d'autres ne règlent pas la question fondamentale de la gestion du pouvoir. Cette question doit être au centre de toutes les réflexions sur la gouvernance africaine et l'état de la démocratie en Afrique.

Pourtant, lors de la récente crise au Kenya, nous avons vu comment l'Union africaine s'est impliquée dans la recherche de solutions. L'Afrique arrive-t-elle à gérer elle-même ses crises ?

O.S. : Non, l'Afrique a encore beaucoup de mal à gérer ses crises, à mon avis pour deux raisons. Premièrement, le continent n'arrive pas à trouver des mécanismes de régulation adaptés aux situations de crise ; d'où le recours incessant aux médiateurs internationaux qui, très souvent, ne comprennent pas grand-chose au contexte local et proposent des remèdes qui sont pires que le mal. Deuxièmement, l'engagement pour la cause commune et la solidarité entre les gouvernements africains relèvent plus de la rhétorique que d'une vraie conviction. Le recours aux armées françaises et européennes pour intervenir dans les conflits en Afrique est le signe patent du faible engagement des gouvernements et leaders africains actuels pour la cause de l'Afrique.

La légitimité démocratique semble également affaiblie par les niveaux d'abstention record, comme en témoignent les législatives au Maroc et au Mali, les élections locales au Cameroun et au Congo.

O.S. : La légitimité des dirigeants en place ne semble pas préoccuper outre mesure les grands ordonnateurs internes (gouvernements) et externes (communauté internationale) des processus de démocratisation en cours en Afrique. Leur attention se porte exclusivement sur la légalité et le respect des procédures électorales. Personne ne s'interroge sur la légitimité des résultats. Or, des élections qui n'intéressent et qui ne mobilisent qu'une minorité de la population ne peuvent produire que des élus dont la légitimité est fragile. La forte abstention dans les élections en Afrique

montre qu'une large couche de la population africaine, les laissés-pour-compte des processus de démocratisation, ne se sent pas concernée par les transformations en cours. Les dirigeants qui ont une légitimité si faible finissent par avoir recours à la force comme méthode de gestion, et deviennent des dictateurs.

Un aspect particulier de cette question concerne les soupçons qui planent actuellement sur certains leaders africains (Gnassingbé Eyadéma au Togo, Hosni Moubarak en Égypte, Abdoulaye Wade au Sénégal) de préparer leurs propres enfants à leur succéder. Cette tendance à la « monarchie

Les présidents africains ont souvent trop de pouvoir et pas assez de contre-pouvoirs en face.

exécutive » est observée dans nombre de pays. Or, il ne faut pas y voir un quelconque « modèle africain » de la gouvernance mais un dysfonctionnement évident des mécanismes de légitimité. Les présidents africains ont généralement trop de pouvoir et les contre-pouvoirs sont faibles voire non existants. Cette situation leur fait commettre beaucoup d'erreurs, souvent très graves. C'est dans ce contexte que la question de leur propre succession devient cruciale : pour « préserver leurs arrières », ils préfèrent mettre à leur place un proche, le plus souvent leur fils ou leur frère. La seule réponse à cette dérive est le renforcement des contre-pouvoirs, pour éviter les abus pendant l'exercice même du pouvoir.

Vous avez souvent dit que la décentralisation est une réponse aux questions que pose la diversité. Les dernières années vous permettent-elles de réaffirmer cette thèse ?

O. S. : La décentralisation est effectivement pour moi une des réponses à la crise actuelle de l'État-nation post-colonial, qui a de plus en plus de mal à préserver son unité. Je pars du principe simple et bien connu, suivant lequel il n'y a pas d'unité sans respect de la diversité. La décentralisation crée un cadre institutionnel pour gérer la diversité, dont l'expression même fait si peur aux États africains. Ce qui est d'autant plus paradoxal que les sociétés africaines se caractérisent précisément par leur grande diversité. Toutes les évolutions en cours sur le continent prouvent que la question de la décentralisation du pouvoir public est un enjeu central de la démocratisation. L'émergence des collectivités et des pouvoirs locaux induit une dynamique positive dans de très nombreux pays du continent, selon des modèles adaptés au contexte local. Cette dynamique est irréversible et porteuse d'espoir.

Le monde rural africain est traversé par une mutation profonde : des terres jusqu'alors collectives deviennent des propriétés individuelles.

Quels sont les résultats de cette « modernisation » ?

O. S. : Il ne s'agit pas à vrai dire de modernisation, mais de libéralisation des rapports de production. Cette libéralisation, qui étend l'appropriation individuelle des ressources foncières au détriment de l'usage communautaire, jette de plus en plus de populations rurales africaines dans la précarité, en les privant de leur principal moyen de subsistance. Les secteurs tertiaire et industriel des villes africaines n'arrivent pas à absorber cette main-d'œuvre supplémentaire. Cette évolution crée une situation sociale explosive dans la quasi-totalité des pays du continent. Privés d'espoir quant à l'avenir de leur propre pays, les jeunes empruntent le chemin de l'exode, avec tous les risques que cela représente.

Comment a été reçue en Afrique la nouvelle politique de co-développement, où l'aide au développement devient un des leviers de la maîtrise des flux migratoires ?

O. S. : L'opinion africaine constate surtout que les engagements du président français en ce qui concerne l'Afrique ont du mal à se traduire dans les faits. Pire, le rejet de tout ce qui est différent est aujourd'hui érigé en attitude politique. Les Africains constatent donc que la « Françafrique » a encore de beau jours devant elle, et j'espère qu'ils vont en tirer les leçons.

Cela dit, il est vrai qu'il faut revisiter les fondements mêmes de la coopération. Ce qu'on appelle « aide internationale » doit concerner plusieurs dimensions du développement. Le souci de la maîtrise des flux migratoires, que je comprend bien, ne peut être qu'une composante d'une logique de co-développement plus large, qui ouvre des perspectives nouvelles. Il faut sortir de la logique du « donneur et du receveur » de « l'aidant et de l'aidé ». Il faut aussi mettre plus d'accent sur la construction d'une nécessaire solidarité entre les pays, pour trouver les réponses à des questions communes qui préoccupent aujourd'hui toute l'humanité : changement climatique, grandes pandémies, migrations des populations...

Les puissances occidentales ont toujours poursuivi leurs intérêts propres en Afrique, même si leur agenda a évolué en fonction des besoins du moment, ce qui est d'ailleurs tout à fait normal. L'erreur de l'Afrique, c'est de ne pas avoir un agenda vis-à-vis des puissances mondiales. Les principaux éléments de l'« agenda africain » des pays occidentaux sont connus : sécuriser l'accès aux matières premières, surtout aux sources d'énergie, maîtriser les voies d'approvisionnement, « endiguer » l'expansion commerciale des pays asiatiques, lutter contre le terrorisme. L'Afrique peut en profiter pour faire avancer son propre agenda, sur lequel devraient figurer notamment la consolidation de l'État et la réforme de l'aide internationale.

PROPOS RECUEILLIS PAR WOJTEK KALINOWSKI